Le Monde

politique

Après la désignation du candidat du P.S. à l'élection

M. François Mitterrand se présente comme le « candidat de la France, pour la France »

Le meeting organisé samedi 24 janvier, à la porte de Versailles à Paris — au soir d'une journée marquée par la consécration de la candidature de M. François Mitterrand par un congrès extraordinaire réuni à Créteil (Val-de-Marne), — a tenu toutes ses promesses : plus de vingt mille personnes y ont assisté, qui n'ont pas ménagé leurs encouragements au chef de file des socialistes. Auparavant, la foule avait eu l'occasion d'applaudir quelques artistes de variétés, avant de huer le président de la République au cours de la projection d'un montage audiovisuel faisant ressortir l'hiatus qui existe entre les déclarations de M. Giscard d'Estaing et l'évolution de la situation économique et sociale.

Ce meeting avait été conçu comme un test de la capacité de mobilisation du parti ; toutes les fédérations étaient présentes, celles du Nord et du Pas-de-Calais ayant déplacé le plus grand nombre de participants. Ce fut, au demeurant, une journée à usage interne, beaucoup plus que le véritable démarrage de la campagne du candidat Mitterrand. L'événement était moins la candidature elle-même (tout était accompli, ou presque, depuis le comité directeur du 8 novembre dernier), que l'accession au poste de premier secrétaire de M. Lionel Jospin (« le Monde » daté 25-26 janvier). « Une tâche qui n'est pas, dans mon esprit, un intérim », devait préciser, à ce sujet, M. Mitterrand.

Ainsi, même s'il échoue dans la conquête de la présidence de la République, le chef de file des socialistes n'entend pas redevenir leur premier secrétaire. C'est sans doute qu'il juge suffisamment solide la position de ses amis, groupés en quelque sorte autour d'un axe constitué par MM. Lionel Jospin et Paul Quilès (ce dernier, secrétaire national aux fédérations, étant la véritable plaque tournante de la campagne présidentielle), pour pouvoir leur transmettre ainsi le flambeau ; c'est sans doute aussi qu'il juge la position des minoritaires durablement... minoritaire.

Quelle que fût l'appartenance de chacun à tel ou tel courant, l'heure était, le 24 janvier, au rassemblement des socialistes. Tant il est vrai que leur candidat doit pouvoir, de nouveau, additionner à son profit tous les avantages de la diversité du P.S. Aussi M. Michel Rocard eut-il droit à un salut devant le congrès puis au cours du meeting. De même M. Pierre Mauroy fit l'objet d'un hommage appuyé devant le comité directeur, qui est l'instance où se reflète le mieux l'évolution des rapports de force internes. Si le nom de Guy Mollet ne fut pas prononcé, les socialistes d' « avant Epinay » eurent droit, eux aussi, à une mention particulière (ainsi MM. Alain Savary et Augustin Laurent). De sorte que nul ne puisse se sentir à l'écart de cette bataille électorale.

Celle-ci doit s'ordonner autour de l'idée qu'il faut « une autre politique ». Contenue dans le « manifeste » que le congrès a adopté à l'unanimité, cette « autre politique » est d'ores et déjà jugée floue par « l'Humanité ». Le quotidien du P.C. reproche également à M. Mitterrand de ne pas répondre à la question de la participation des ministres communistes au gouvernement.

Il est vrai que le candidat socialiste n'a guère évoqué les relations P.C.-P.S., tout au plus a-t-il ironisé sur ces partis « qui prétendent incarner la classe sociale qu'ils représentent » ; tout au plus a-t-il jugé que « la responsabilité de ceux qui ont retardé l'heure du changement » est « lourde ».

Les électeurs communistes, pour n'avoir pas été nommés, n'ont cependant pas été oubliés : rappelant qu'il n'a cessé d'en appeler à l'union des forces populaires, M. Mitterrand les a exhortés à se prononcer en faveur du seul candidat « utile », puisque « seul en mesure de battre Giscard d'Estaing », et ce dès le premier tour de scrutin.

M. Mitterrand n'a pas non plus oublié, en énonçant ses « dix commandements », d'autres catégories d'électeurs : les gaullistes (« La France bat en retraite »), les écologistes (« La nature, c'est nous ! ») et les femmes (« Justice pour les femmes ! »). M. Mitterrand souhaite être le candidat d'une majorité de Français, de tous ceux qui sont hostiles à la reconduction du chef de l'Etat ; ils se présente comme « le candidat de la France, pour la France ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

« Je ne promets rien d'autre que le courage et la volonté de gagner »

Après avoir été accueillis par M. Laurent Cathala, maire de Créteil, et par Mme Paulette Nevoux, premier secrétaire de la fédération du Val-de-Marne, les congressistes entendent le rapport de M. Jean Poperen, membre du secrétariat national (*le Monde* daté 25-26 janvier). M. Pierre Joxe, trésorier, proclame ensuite les résultats au milieu des acclamations : 83,66 % des militants qui ont pris part au vote approuvent la candidature de M. François Mitterrand.

Une brève réunion du comité directeur permet ensuite l'élection, à l'unanimité, de M. Lionel Jospin, au poste de premier secrétaire. M. Mitterrand fait l'éloge de ce dernier et rend un hommage appuyé au rôle joué par M. Pierre Mauroy dans la construction du nouveau parti socialiste. M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat national, désormais chargé de l'intérim du nouveau premier secrétaire, donne lecture d'une résolution, qu'il fait ensuite approuver à l'unanimité par le congrès. Ce texte appelle « *à l'union des forces populaires au plus large rassemblement des Français et des Français* » autour du candidat socialiste.

La résolution précise : « *Par le rayonnement de sa culture et son exigence de justice, par la fermeté de son caractère et sa capacité de rassembler, par son expérience internationale et sa passion de la liberté, François Mitterrand est prêt à exercer la plus haute fonction de la République dans les temps difficiles où nous sommes. Lui seul, parmi les candidats qui y prétendent, peut restituer aux citoyens le pouvoir qui leur a été confisqué et faire de la France un pays libre et respecté.* »

Vivement applaudi par les délégués au congrès, M. Lionel Jospin fait, à son tour, l'éloge de M. Mitterrand ; il indique : « *Avec son immense talent, son calme, sa ténacité, sa sensibilité, sa passion, cet homme né des combats dangereux et presque solitaires de la Résistance, ayant vécu longuement la réalité du pouvoir puis renoncé à lui pour ses idées, lui, l'homme des compagnons fidèles, des cercles réduits il a rencontré le P.S., l'a conquis, et a été conquis par lui au point de l'incarner, et, à travers lui, a rencontré les masses qui essaient de faire l'histoire en 1974, et à nouveau en 1981, pour un rendez-vous cette fois avec la majorité du peuple.* »

Après avoir souligné que le P.S. est « *un lieu de rencontres de sensibilité, un creuset* », et qu'il sera « *un remarquable instrument de la campagne de François Mitterrand* », le nouveau premier secrétaire du P.S. fait l'inventaire des atouts du candidat socialiste (le mécontentement « *l'aspiration à l'unité dans le peuple de gauche* ») et des obstacles qu'il doit surmonter « *la puissance des forces de droite, la politique de la direction du P.C.* »), puis il conclut : « *Nous avons un grand leader, un mouvement vivant et structuré, une cause historique à servir : celle du socialisme. Quoi de plus pour susciter l'enthousiasme, quoi de plus pour justifier le travail obstiné !* »

Le parti tout entier

Acclamé par les congressistes debout, le candidat socialiste prend la parole ; il indique : « *Je vous remercie de la confiance que vous me faites. Je la reçois comme un honneur — il n'est pas d'honneur dans la facilité — et comme le témoignage fraternel d'un parti rassemblé. Cet honneur, je ne l'ai pas sollicité pour mettre dans ma poche notre drapeau. Soyons nous-mêmes, vous ai-je dit si souvent... Eh bien, je porterai le socialisme auquel nous avons adhéré et auquel nous croyons, sans renoncer à rien de ce qui fait sa force et sa grandeur, de ce que signifie son message et de ce qui est sa réalité. Mais il ne s'agit plus de moi. C'est le parti tout entier qui s'engage maintenant dans la bataille politique, peut-être décisive, qui débute aujourd'hui. Chacun de nous y a sa place et, au premier rang, comme, par le nombre, de leur action et la richesse de leur pensée, ont fait du socialisme ce qu'il est et qui assureront, demain, sa marche en avant.*

Je n'en veux distinguer aucun, si ce n'est, me tournant vers Lionel Jospin, l'assurer de notre concours et de notre affection qui l'accompagneront dans la lourde tâche qui l'attend et qui n'est pas, dans mon esprit, un intérim, et vers Michel Rocard, qui pouvait prétendre à nous représenter dans cette grande circonstance, pour lui dire avec amitié, s'il ne le savait pas déjà, qu'il n'est pas de frontière plus facile à franchir que celle qui sépare le présent de l'avenir. »

Après avoir cité les noms d'autres responsables socialistes (ceux de MM. Mauroy, Defferre, Chevènement, Mermaz, Jaquet, Savary et Augustin Laurent), M. Mitterrand ajoute :

« *Je n'ai jamais cessé, depuis qu'ensemble nous avons pris la route, d'en appeler à l'union des forces populaires, au-delà des rivalités de partis et des manœuvres de retardement. Lourde est la responsabilité ae ceux qui ont retardé l'heure du changement et cru qu'il leur serait possible d'arrêter le mouvement de l'histoire. Tel n'est pas notre cas et j'en appelle encore à notre peuple.*

» *Qu'il donne donc, ce peuple, dès le 26 avril, sans perdre de vantage de temps, l'appui massif de ses suffrages au candidat des socialistes, seul en mesure, par la force des choses, de battre Giscard d'Estaing et, avec lui, la droite, le camp des privilèges et le grand capital !*

» *Ainsi serai-je, je l'espère, en votre nom, le candidat d'une majorité de Françaises et de Français, candidat de la France, pour la France !*

» *Une campagne électorale se prête mal à la tolérance et au respect mutuel. Insensible aux coups, j'en porterai sans doute, non pour atteindre les hommes, mais pour combattre les idées et la domination des puissants qui ont contraint les travailleurs et des millions d'hommes et de femmes à connaître, à subir la dureté et l'injustice. Mais je respecterai toutes les chances — dis bien toutes les chances — d'unir ce grand pays, le nôtre, autour d'ambitions à son niveau, et d'entraîner sa jeunesse et ses forces de création vers les seules conquêtes, celles de la vie et de la connaissance, qui justifient la condition de l'être humain.*

» *Rien ne sera facile. Je ne promets rien d'autre que le courage, la continuité de l'effort et la volonté de gagner.* »

Au cours de la séance de l'après-midi, M. Bérégovoy rend compte des résultats des travaux de la commission des résolutions ; les modifications de détail ainsi apportées au « manifeste » sont approuvées à l'unanimité. Les congressistes se séparent vers 16 h. 30 pour se rendre au Palais des expositions de la porte de Versailles à Paris.

Le premier des "dix commandements" : "sauver la République" !

Après s'être difficilement frayé un chemin dans l'immense salle, comble, du Palais des expositions de la porte de Versailles, M. Mitterrand accède à une haute estrade, d'où il domine la foule. Derrière lui, un panneau proclame « *Vivre autrement !* » Son image est retransmise instantanément sur un grand écran vidéo, qui permet à tous de le voir, et de l'entendre imparfaitement (l'acoustique n'étant guère conçue pour une telle circonstance).

Dès le début de son intervention, M. Mitterrand exalte « *l'œuvre commune* » accomplie par tous les socialistes, évoque « *la campagne que celui-ci ou celui-là aurait pu mener* », et rend hommage « *au geste* » de M. Michel Rocard. Puis il énumère et développe ce qu'il nomme « *les dix commandements* ».

1) « *Sauver la République* » : « *La démocratie est en péril (...). Nous ne sommes pas en dictature. Nous ne sommes plus tout à fait en République. Nous vivons sous une sorte de monarchie déguisée qui ne serait même pas constitutionnelle.* »

M. Mitterrand explique ensuite « *qu'il n'est pas candidat* » pour une pratique constitutionnelle qui conduise à « *un gouvernement effacé* », ou bien à un abaissement des pouvoirs législatif et judiciaire. Il dénonce une majorité parlementaire « *soumise, docile, fuyante, si peu sûre d'elle-même et cependant tellement prompte à accepter de défaire l'équilibre des lois* ».

2) « *Halte à la revanche !* » : Il s'agit de la revanche « *des privilèges, des maîtres de l'argent, de la droite et du grand capital* ».

3) « *Giscard d'Estaing et Barre, c'est pareil !* » : « *Il n'est pas facile à découvrir, ce président si voyant, dès lors qu'il s'agit d'assumer une responsabilité (...). Comme si tout, et le reste, n'était pas avant tout de la responsabilité du président.* »

4) « *La France bat en retraite* » : « *Il faut que les socialistes assument désormais cette cause essentielle qui est d'arrêter le recul de la France.* » A l'appui de cette idée de recul, M. Mitterrand évoque l'attitude du chef de l'Etat après l'invasion soviétique en Afghanistan, comme après la prise d'otages à l'ambassade américaine en Iran, et reproche à celui-ci d' « *oublier que le message de la France s'appelle liberté et indépendance* ».

Après avoir lui-même souligné le caractère « *négatif* » des quatre premiers commandements, puis affirmé qu'il « *s'émerveille* » des chances et des capacités de la France, le candidat du P.S. demande aux socialistes de dire aux Français « *des choses simples* », pour qu'ils prennent conscience de la nécessité de réaliser les six autres commandements.

5) « *D'abord l'emploi* » : M. Mitterrand souligne le caractère prioritaire de cet objectif, « *pour donner à la famille son revenu, pour sortir de la misère et de l'angoisse* ».

6) « *Tout commence à l'école* » : sans celle-ci, affirme-t-il, « *la République hésite* » et la France perd ses chances.

7) « *Tout passe par la recherche et le savoir* » : M. Mitterrand juge insuffisant l'effort acompli dans ce domaine.

8) « *Justice pour les femmes* » : dans la « *masse* » des injustices, le candidat socialiste choisit de parler de « *celle qui nous permettra de rendre grâce au temps qui vient* ». Il s'écrie : « *Que sera la France demain si les femmes oublient qu'elles sont porteuses d'espérances ?* »

9) « *La nature, c'est nous !* » Selon M. Mitterrand, il revient aux socialistes de « *faire prendre conscience aux Français que l'équilibre naturel, c'est la vie* ». Après s'être demandé « *combien d'écologistes d'aujourd'hui sont socialistes sans le savoir* », il souligne que la société capitaliste détruit la nature. « *Qu'importent les hommes*, s'exclame-t-il, *pourvu que ça rapporte une belle dime.* »

10) « *Une société qui libère* » : sous ce chapitre, M. Mitterrand évoque la nécessité de réformer l'Etat, afin que celui-ci « *reste une armature suffisamment diversifiée pour que, partout où l'homme vit et travaille, il devienne responsable* ».

Au-delà des frontières du socialisme

Le député de la Nièvre invite ensuite les socialistes à regarder « *au-delà des frontières du socialisme* ». « *Nous nous sentons au-delà des luttes de classes imposées par la classe qui gouverne* », explique-t-il.

Analysant les moyens dont il dispose pour battre la droite, M. Mitterrand indique aux socialistes : « Sans vous, je ne suis rien ; c'est pourquoi le parti tout entier va mener la campagne du candidat du P.S. » « *Foin du sectarisme !* », s'exclame-t-il, avant de rappeler à ses auditeurs : « *Nous ne sommes pas à nous seuls toute la France, nous ne sommes pas toute la gauche, nous ne sommes pas toute la classe ouvrière. Mais si nous savons parler aux autres, nous entraînerons avec nous un formidable rassemblement populaire. Ce n'est pas nous qui allons établir des frontières, peser les élans, substituer les calculs à l'espoir.* » M. Mitterrand ajoute : « *Je n'aime pas plus que vous les partis qui prétendent incarner la classe sociale qu'ils représentent, ou qui prétendent détenir la vérité absolue.* »

Evoquant ensuite les perspectives de la bataille électorale qui s'engage, il indique : « *Respectez l'organisation nécessaire, ne cédez à rien de ce qui pourrait apparaître comme de la facilité, ne cédez pas aux euphories, aux optimismes dangereux. On ne gagne que les batailles que l'on sait difficiles, en sachant qu'elles sont difficiles, ou alors elles sont perdues.* » M. Mitterrand aborde alors la question du financement des campagnes électorales. Il affirme : « *De l'argent, nous n'en n'avons pas. J'ai lu quelque part que le président de la République aurait déjà amassé le magot, et qu'il serait de 14 milliards de centimes. On a exagéré ! Il n'est que de 10 milliards de centimes. Encore un petit effort, ici et là, avec les multinationales et leurs relais, et le grand capital qui s'inquiète : de 10 à 14, le chemin sera court. Mais nous, nous n'avons rien ; et quand je dis rien, ce n'est rien. Soyons stricts dans nos comptes : nous commençons avec 300 millions de centimes (3 millions de francs) ; c'est-à-dire que, par rapport aux milliards du patronat, nous n'avons rien. Chaque semaine, au début de la campagne active, je ferai connaître à l'opinion le point exact de nos dépenses et de nos recettes, et j'offrirai à qui voudra le droit de contrôle. J'attends, bien entendu, qu'on nous fasse la même bonne manière.* »

Evoquant ensuite les conditions d'une victoire au mois de mai 19[illegible] M. Mitterrand indique : « *Je vous dois le langage qui marquera pour notre peuple la rudesse et la difficulté de la tâche : ils ont tout gâché, il faut tout reprendre. J'attends de vous courage, résolution et fermeté.* » Soulignant une nouvelle fois que la campagne des socialistes devra appeler au « courage », M. Mitterrand assure ces derniers que le « [illegible] qu'ils mènent est « celui de la [illegible] contre « les forces de la mort, de la destruction ».

Vivement applaudi, M. Mitterrand quitte la salle tout aussi difficilement qu'il y était entré, aux accents de l'internationale puis d'une ultime appelant à voter pour lui.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

« L'HUMANITÉ » : et la participation des communistes au gouvernement ?

René Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité*, reproche à M. Mitterrand, dans le numéro du lundi 26 janvier du quotidien communiste, son « étrange discrétion sur les solutions qu'il propose pour changer de cap ». René Andrieu estime que le fait que le candidat socialiste soit remplacé au poste de premier secrétaire du P.S. « *n'est pas sans rappeler le « congé de parti » dont usaient naguère les ministres de la S.F.I.O, et qui leur permettait de mener sans complexes au gouvernement une politique prenant quelques libertés avec les promesses électorales de leur formation* ».

L'éditorialiste communiste critique le manifeste adopté par le congrès du P.S. (« *le triomphe du vague* », écrit-il) et le silence de M. Mitterrand sur « *les conséquences qu'a tout le monde croit discerner entre socialistes et R.P.R.* ». « *Et la participation des communistes au gouvernement ?*, ajoute René Andrieu. *Là encore, il se réfugie dans le silence.* »

L'Humanité publie, d'autre part, un billet de Pablo de la Higuera, qui écrit : « *Scandaleux ! Marchais est contre Giscard ! Déjà, il n'a pas contribué à saucider Boulin. Et voici encore une découverte de taille : il serait anti-Giscard ! On le soupçonne même d'inciter à voter pour Mitterrand, le cas échéant, au deuxième tour...*

» *Attention, ce pourrait être le « baiser de la mort », a entendu Yvan Levaï, cacké sous une table socialiste, dont l'un des convives aurait expliqué : « Le parti communiste souhaite tellement la « défaite de Mitterrand qu'il est « capable de le soutenir pour être « sûr de l'obtenir.* »

» *Bref, ou je dois repasser par la maternelle, ou c'est très clair : si les communistes ne se désistent pas en faveur de Mitterrand, ils sont des traitres à la discipline républicaine ; s'ils se désistent, ils sont des traitres tout court.* »

LE MATIN : la condition « sine qua non »...

« *(...) Georges Marchais enfin : ses prises de position réclamant une présence communiste au gouvernement annoncent sans doute l'acceptation du désistement pour le second tour en faveur du candidat de gauche le mieux placé.*

» *La majorité ne manquera pas d'exploiter cette nouvelle attitude du P.C. et de crier à la renaissance de « la menace socialo-communiste ». Il reste que, quels que soient la part tactique et les effets recherchés par ces déclarations de Georges Marchais, le désistement communiste pour le candidat socialiste est, avec le rassemblement des socialistes, l'une des condition sine qua non du succès de la gauche en France. De ce point de vue, les éléments politiques de ce week-end sont autant de raisons d'espérer pour ceux qui souhaitent ce succès.* »

LIBERATION : le sacre d'hiver.

Sous le titre : « Inouï : Mitterrand candidat ! », *Libération* écrit : « *La nomination de Lionel Jospin au poste de « premier secrétaire » en remplacement de Mitterrand était, elle aussi, attendue. Elle marque le couronnement d'un sabra du socialisme requinqué après Epinay, énarque certes, mais pas trop, et politicien sans excès.*

» *Un fidèle qui voit ainsi récompensée sa constance mitterrandienne et qui pourrait faire plus que garder chaude la place du chef. Si celui-ci, sait-on jamais, est élu, ça va de soi ; s'il est, une troisième fois, recalé, rien ne prouve qu'il pourra ou voudra reprendre sa charge de premier secrétaire ; il y a bien d'autres moyens de jouer les pères nobles, emploi dans lequel, en toutes circonstances, on est sûr de le voir briller.*

» *Le sacre d'hiver de Mitterrand et l'éclat donné à son premier discours de candidat officiel n'annoncent pas une campagne non-stop immédiate.* »

LE FIGARO : la rentabilité de la diversité.

« *(...) A la différence de la plupart des autres formations qui ont été amenées à se spécialiser peu ou prou dans un type de clientèle, le parti socialiste pourrait, en effet, reprendre à son compte le slogan utilisé par un grand magasin : « on y trouve tout ». Ce qui ne fait, évidemment, pas plaisir au parti communiste qui ne se jera pas faute de souligner que, comme par hasard, le grand magasin en question se situe sur la rive droite. Mais les résultats du P.S. aux dernières élections partielles sont là pour démontrer la rentabilité, au moins à court terme, de cette diversité.* »

PIERRE THIBON.

LA LETTRE DE LA NATION : l'histoire bégaye.

« *(...) Comme chacun sait, l'histoire ne se répète pas, mais elle bégaye. Dès que le parti socialiste parle en termes de pouvoir, il se heurte au même problème : il ne peut gagner ni avec les communistes, ni sans eux.*

» *Tant que Marchais mitraillait Mitterrand en l'accusant de virage à droite, celui-ci s'en arrangeait : il y gagnait des voix à droite, tout en escomptant le réflexe unitaire de l'électorat communiste. Mais voilà que le P.C. vient de changer de tactique : tir à boulets rouges sur Valéry Giscard d'Estaing et offre de « prendre ses responsabilités jusqu'au gouvernement de la France ». Pourquoi ? La question est toujours sans réponse.*

» *Mais le parti socialiste croit avoir trouvé la parade. Elle aussi était esquissée dans Ici et maintenant. Elle consiste à séparer élection présidentielle et problème de gouvernement. Si Mitterrand est élu, il dissout l'Assemblée nationale et « le plus tôt sera le mieux ». Ensuite ? « La majorité qui gouvernera après les futures élections législatives sera celle que le suffrage universel aura envoyée siéger à l'Assemblée nationale... Donc c'est après les élections législatives que le problème de l'équipe gouvernementale sera posé ».*

» *Ce raisonnement n'a qu'un vice : ajourner un problème ne suffit pas à le résoudre.* »

PIERRE CHARPY.

● *Mme Véronique Neiertz*, membre du secrétariat national du P.S., chargée de la lutte des femmes, doit désormais « *épauler* » M. Jospin pour tout ce qui concerne le secteur international, secteur dont le titulaire reste le nouveau premier secrétaire du P.S.

En cas d'absence de M. Jospin, le P.S. sera dirigé par M. Bérégovoy ; en cas d'absence de ce dernier, l'intérim sera assuré par M. Jean Poperen.

● RECTIFICATIF. — Un mastic a malencontreusement rendu incompréhensible un passage de l'article consacré, dans les éditions datées 25-26 janvier, à M. Lionel Jospin. Il fallait lire : « *Ce sont elles* [ses qualités humaines] *qui expliquent la rapidité de sa promotion. Méfiant à l'égard du style de vie de la classe politique, il n'est pas l'homme des petites manœuvres ou des coups bas.* »